

# Le CESE poursuit son engagement en faveur des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes

## Déclaration du groupe Outre-mer

*« Les pays ayant plus d'égalité des sexes ont une meilleure croissance économique. Les entreprises avec plus de femmes leaders se comportent mieux. Les accords de paix qui incluent les femmes sont plus durables. Les parlements avec plus de femmes adoptent davantage de législation sur des questions sociales clés... La preuve est claire : l'égalité pour les femmes signifie le progrès pour tous ».*

Ce constat de l'ancien secrétaire général des Nations unies que nous faisons nôtre résonne sûrement comme une évidence pour certains mais les droits des femmes ne sont définitivement acquis nulle part aujourd'hui.

Nous sommes encore bien loin d'une égalité réelle entre les femmes et les hommes. La crise sanitaire nous a encore rappelé cette réalité, elle a d'ailleurs eu un effet de loupe sur les difficultés qu'elles vivent au quotidien.

Dans les Outre-mer comme dans de nombreux territoires, les femmes sont toujours confrontées :

- A un inégal accès à la contraception ; Des maternités précoces qui influencent les trajectoires scolaires et provoquent des échecs plus fréquents ;
- Au chômage de longue durée car elles sont surreprésentées parmi les catégories les plus touchées ;
- A une grande précarité. Dans les Départements et Régions d'Outre-mer, 40 % des bénéficiaires du RSA sont des femmes élevant seules un ou plusieurs enfants, soit 10 points de plus que dans l'Hexagone ;
- Au renoncement aux soins par manque de moyens ;
- Aux violences notamment conjugales.

Ces inégalités qu'il convient inlassablement de combattre et de dénoncer nécessitent aussi d'accompagner l'engagement décisif des femmes. C'est bel et bien en reconnaissant et en valorisant leur rôle dans les entreprises, dans les organisations, en politique et partout où elles sont influentes que les femmes contribueront à faire avancer nos sociétés.

À travers cette résolution de la Délégation aux Droits des femmes et à l'Égalité, fixe non seulement une ambition pour cette mandature mais des défis que nous devons toutes et tous relever collectivement. Car les politiques publiques en faveur de l'égalité femmes-hommes doivent irriguer l'ensemble de l'action publique avec elles, c'est notre rapport à l'autre et au monde qui changera.

Le groupe des Outre-mer a voté la résolution.